

**Compte rendu de la Conférence « From West Berlin to North Korea »**  
**30 mai 2018, CIENS/ENS**

**Que peut nous apprendre la deuxième crise de Berlin (1958/1961) pour comprendre les défis actuels de la crise nord-coréenne ?**

Dans le cadre des activités du Centre interdisciplinaire d'études sur le nucléaire et la stratégie à l'Ecole normale supérieure, une conférence scientifique d'histoire comparative a été organisée le 30 mai dernier pour comparer la crise de Berlin (1958/1961) et la crise nord-coréenne contemporaine et en étudier les conséquences sur la dissuasion nucléaire élargie.

Elle a réuni des universitaires de diverses disciplines, français, américains, britanniques, sud-coréens, allemands et japonais. Les principales conclusions suivantes en ont été tirées lors de la session finale de synthèse.

1. – **Les cinq déclencheurs et causes profondes de la crise**

*a) Le déclencheur immédiat est une montée du chantage nucléaire soviétique de Khrouchtchev autour de la fermeture des accès occidentaux à Berlin, destiné à changer le statu quo territorial allemand et entrer dans une négociation sur l'organisation de l'Europe en position de force.*

*b) Cette posture soviétique est permise par une évolution de l'arsenal nucléaire et balistique de l'URSS, qui surjoue son accès récent au thermonucléaire et aux missiles intercontinentaux mettant plus directement en danger le territoire américain et rendant plus complexes les dilemmes américains sur la dissuasion élargie.*

*c) Le troisième facteur plus profond est lié à la faiblesse économique lourde et structurelle de la RDA sous la coupe des Soviétiques.*

*d) L'objectif stratégique soviétique est alors de garantir la neutralité de l'Allemagne de l'Ouest, son découplage de l'alliance occidentale et sa dénucléarisation garantie dans la durée.*

*e) Il s'agit donc pour Moscou de sortir de la situation héritée de la seconde guerre mondiale (« une guerre non achevée autour d'une frontière non définie » selon les mots d'un participant), afin d'assurer la reconnaissance des deux Etats allemands, de deux régimes politiques distincts, de fixer la frontière et de terminer la guerre.*

2. – **Une crise aigüe de la dissuasion élargie, autour de trois défis**

*a) Le premier défi consiste à comprendre les motivations et les actes de l'adversaire.*

- Les Etats-Unis évaluent de façon erronée l'état du programme nucléaire soviétique et exagèrent la menace réelle de ses missiles intercontinentaux, opérationnels dans la seconde moitié des années 1960 ; le bluff de Khrouchtchev fonctionne.

- Les objectifs stratégiques réels de Moscou font par ailleurs l'objet de débats : s'agit-il de jouer la tension nucléaire pour garantir la neutralité allemande par la négociation, ou l'URSS est-elle vraiment prête à aller à la guerre pour supprimer l'anomalie de Berlin dans le pacte de Varsovie ?

*b) Le deuxième défi relève des difficultés à gérer une alliance en temps de crise.*

- Des tensions se font jour entre Américains et Britanniques d'un côté, qui estiment que le risque de guerre est trop grand et veulent conclure rapidement un accord politique avec l'URSS sur le statut de l'Allemagne ; et Français et Allemands de l'autre, partisans d'une stratégie de tension / confrontation pour faire reculer l'URSS.

- Les formats de consultation diplomatiques et militaires sont alors très divers : américano-soviétique, P3, OTAN dans son ensemble, quatre puissances garantes du statut allemand... compliquant d'autant la gestion de l'unité des Occidentaux.

*c) Le troisième porte sur l'adaptation de la stratégie nucléaire à la nouvelle situation.*

La menace d'une frappe nucléaire étant le seul moyen de protéger une ville aussi indéfendable que Berlin, entièrement encerclée par des forces conventionnelles soviétiques supérieures, la stratégie nucléaire américaine doit être adaptée.

Washington cherche les moyens d'éviter qu'un incident mineur et isolé (de type *Checkpoint Charlie*) ne déclenche automatiquement une guerre nucléaire ; de convaincre Moscou que ses menaces nucléaires sont crédibles au regard de l'enjeu que représente Berlin ; et de disposer d'options de frappes nucléaires progressives et adaptées pour gérer l'escalade de la guerre si la dissuasion devait échouer.

C'est le cœur du débat doctrinal des années 1960 qui voit les Etats-Unis passer des représailles massives à la riposte graduée en 1962, créant par là-même une tension politique lourde au sein de l'Alliance, mais garantissant que l'Allemagne de l'Ouest restera protégée par le parapluie nucléaire américain et dénucléarisée.

**3. – Les options diplomatiques de sortie de crise**

Deux options sont sur la table pour trouver une solution politique à la crise de Berlin.

*a) D'un côté Berlin et Paris militent pour une approche diplomatique à champ étroit et limité à la seule question des accès physiques des Occidentaux à Berlin Ouest : De Gaulle et Adenauer refusent tout élargissement des discussions au statut de l'Allemagne, à sa neutralité, toute reconnaissance d'une Allemagne divisée. La perspective, lointaine, d'une réunification allemande doit absolument être préservée et la défense de ce principe prend le pas sur le reste. Cette stratégie de la confrontation repose sur l'évaluation que Moscou bluffe et ne risquera pas la guerre pour Berlin, mais aussi sur le sentiment que tout le sort de l'Europe de l'Ouest est lié à Berlin.*

*b) D'un autre côté, Américains et Britanniques, jugeant les risques trop grands et le principe de la réunification trop théorique, poussent pour une négociation large qui accepte un changement durable du statu quo européen* et la reconnaissance des deux Allemagnes. Les mots franco-allemands sont durs : risque d'un second pacte Molotov-Ribbentrop et d'une RFA distancée de l'Ouest, refus de voir « Moscou sur le Rhin »...

Traduit en termes plus politiques, ce choix est celui de la définition d'objectifs de négociation limités pour préserver l'avenir et les principes, quitte à ne pas chercher de réelle solution diplomatique aux facteurs sous-jacents profonds de la crise.

Ce choix finit par l'emporter et la crise se termine plutôt par l'absence de facto de solution politique, par le simple arrêt du harcèlement soviétique sur les accès à Berlin en 1963. La seule concession, entérinée dans le TNP et négociée entre Washington et Moscou directement, consiste à sanctuariser le statut non nucléaire d'une RFA étroitement arrimée à l'Ouest.

Cette sortie de crise s'accompagne d'une adaptation profonde dans les années 1960 de la dissuasion élargie américaine en Europe : ancrage de la RFA à l'Ouest, confirmation de sa dénucléarisation, création des mécanismes de partage nucléaire de l'OTAN, multiplication des exercices nucléaires alliés, déploiements renforcés de capacités nucléaires américaines en Europe, passage à la riposte graduée...

\*

*Les raisons de différencier les deux crises sont nombreuses et multiples.* On n'en citera ici que trois, qui rendent la situation nord-coréenne plus complexe encore :

- le rôle de la Chine, qui n'a pas d'équivalent pour Berlin (La Corée du Nord n'est pas l'URSS...);
- les divers réseaux de relations transatlantiques et le tandem France/RFA, qui furent cruciaux dans la crise de Berlin, n'ont rien à voir avec l'absence totale de solidarité entre le Japon et la Corée du Sud, encore moins d'alliance ou de coordination à trois/quatre ;
- l'Asie n'a pas connu, à ce stade, de deuxième crise comparable à celle de Cuba, qui a fini de faire basculer l'espace transatlantique dans une autre forme d'organisation, dans laquelle les traités et la régulation de la puissance nucléaire s'imposent (mise en place des arrangements nucléaires alliés dans les années 1960, ancrage de l'Allemagne à l'Ouest, signature du TNP en 1968, conclusion des premiers accords américano-soviétiques SALT et ABM en 1972...).

*Pour autant, cette histoire comparative met bien en exergue certains des défis qui sont aujourd'hui à l'œuvre en Asie du Nord-Est,* et notamment ce besoin de choisir précisément les objectifs stratégiques poursuivis :

- se concentrer sur les questions de prolifération, en préservant l'avenir, les perspectives de réunification et la force des garanties nucléaires américaines dans la région comme élément central de la stabilité stratégique et du régime de non-prolifération ;
- ou changer de stratégie et viser la paix sur la péninsule, qui ne pourra aller sans reconnaissance formelle de la division des deux Corées, des frontières et une forme de neutralité de la péninsule dans la région susceptible de bouleverser les équilibres militaires et nucléaires, notamment sino-américains.

Le caractère structurant de la résolution de la deuxième crise de Berlin pour le régime de non-prolifération, la stabilité stratégique et l'architecture de sécurité en Europe mérite donc d'être conservée à l'esprit au moment où les options sur la Corée doivent être précisées.

Le choix de De Gaulle et Adenauer de ne pas compromettre sur Berlin reposait d'abord sur l'analyse que la neutralisation de la RFA aurait été la première étape d'une soviétisation de l'Europe. Quelle conséquence aurait une telle évolution de la péninsule coréenne sur la compétition entre les Etats-Unis et la Chine pour l'hégémonie en Asie ?